



Point d'actualité du Groupe des députés FN
N°2



Semaine du 23 octobre 2017

(Rédacteur : R.L)

Travaux en séance publique à venir

➤ **Budget : Projet de loi de finances pour 2018 (fin de la discussion de la partie I)**

Marine Le Pen, députée du Pas de Calais, interviendra dans le débat sur l'article 27, contribution de la France au budget de l'UE., lundi 23 octobre.

➤ **Budget : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018**

Sébastien Chenu, député du Nord, interviendra dans la discussion générale mardi 24 octobre 2017.

○ **Les arguments qui seront développés en séance par vos députés FN**

→ **La hausse de la CSG (1, 7 points pratiquement +20% !!!) est profondément injuste** : cette mesure souligne particulièrement que le gouvernement ne se soucie pas d'une large partie de la population (retraités notamment)

→ **La hausse du tabac est une fausse bonne idée** : cela fait des années que ce type de mesure est proposé sans résultat probant. En outre, cela va être extrêmement dommageable pour les buralistes des zones frontalières.

→ **La baisse des charges pour les entreprises est une bonne chose mais devrait être plus cibler sur les PME**

→ **La question des vaccins est très mal gérée** : le gouvernement fait de l'autoritarisme alors que plusieurs problèmes se posent : l'indépendance de la ministre vis-à-vis des labos qui nourrit la suspicion, l'absence totale de pédagogie, l'absence de réflexion sur le pourquoi du retour de ces maladies (cf. intervention de MLP sur France 2)

→ **Revalorisation du minimum vieillesse** : va dans le bon sens (proposition de MLP pour la présidentielle) mais trop étalée dans le temps

➔ LES PROPOSITIONS CONCRETES DU GROUPE FN (par voie d'amendements)

- Mettre en place la priorité nationale pour les différentes aides sociales (plus particulièrement pour les allocations familiales)
- Durcir la lutte contre la fraude fiscale
- Supprimer l'AME (Aide Médicale d'Etat, aide à destination des clandestins) en ne gardant que l'aide pour les soins d'urgences
- Supprimer l'extension de l'obligation vaccinale
- Demander de la transparence sur les conventions de sécurité sociale entre la France et les États hors UE
- Améliorer la réforme du RSI (Régime Social des Indépendants) proposé par le gouvernement
- Conditionner pour les étrangers l'octroi des aides à une présence d'au moins 2 ans sur le sol français.
- Supprimer toutes les aides sociales pour les étrangers condamnés pénalement
- Supprimer les allocations familiales pour les familles dont un membre a été condamné pour terrorisme
- Défendre un vrai politique familiale en s'opposant à l'harmonisation du barème familial et de la PAJE (Prestation d'Accueil du Jeune Enfant)
- Pérenniser la dotation du FIVA (Fond d'Aide aux Victimes de l'Amiante)

Retour semaine précédente

➤ Travaux en séance publique

○ **Début des discussions sur le budget :**

- Intervention de **Gilbert Collard** lors de la discussion générale le 17 octobre ; il a résumé sa vision sur le budget 2018 : « *c'est le requiem des pauvres et l'alléluia des riches* ». Les débats se sont prolongés toute la semaine et nos députés ont pu défendre un certain nombre d'amendements pour tenter de corriger le texte et plus souvent pour faire raisonner nos propositions dans l'hémicycle. **Sébastien Chenu** (le 20.X.17) a ainsi dénoncé la réforme de l'ISF qui semble baigner dans idéologie de déracinement en favorisant la spéculation (désormais sortie du périmètre de cet impôt) plutôt que l'investissement dans la pierre (intégré à l'IFI).

➤ Travaux en commission

- **Sébastien Chenu, député du Nord** a interpellé les députés sur la nécessaire réflexion sur les réelles causes de la réapparition de maladies disparues, maladies au nom desquelles le ministre de la Santé veut obliger les Français à 11 vaccins. (Commission affaires sociales 18 octobre 2017).
- **Marine Le Pen, députée du Pas de Calais**, est intervenue en commission sur la contribution de la France au budget de l'UE et a souligné les profondes incohérences des euro-béats (Commission des affaires étrangères du 18 octobre 2017).
- **Ludovic PAJOT, député du Pas de Calais**, a interpellé la secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la transition énergétique afin de lui indiquer que les efforts demandés dans le cadre de la réduction des émissions de gaz à effet de serre au sein de l'UE ne doivent pas peser de manière disproportionnée sur certains Etats membres, notamment la France. (Commission Développement durable du mercredi 18 octobre 2017)

➤ Dépôt de propositions

- Pas de dépôt cette semaine (discussion du budget...)

Agenda prévisionnel

25.X.17 : Conférence de presse bimensuelle de S. Chenu (livetweet dispo)

Semaine du 30 octobre : examen partie II du Projet de loi de finances (dépenses étudiées par grande mission de l'Etat, exemple défense, santé, culture...)

Semaines à venir : lancement d'une page dédiée aux députés sur le site Internet du Front